

« Euro-Rolling, les élections européennes en temps réel » : note d'étape, semaine du 14 au 18 avril 2014

Vendredi 18 avril 2014

1. Intentions de vote : une forte incertitude sur l'ordre d'arrivée au soir du 25 mai.

- A cinq semaines du scrutin, les intentions de vote se caractérisent à la fois par une relative stabilité – en dehors de faibles oscillations d'une vague d'enquête à l'autre – et par une légère avance des listes du Front National qui arrivent en tête du rapport de force électoral depuis la mise en place de l'Euro-Rolling, avec 23,5% d'intentions de vote en moyenne sur la semaine écoulée. Les listes de l'UMP recueillent un score parfaitement stable au cours de la même semaine de 22,5%, soit un étiage en net recul comparé au score obtenu par ce mouvement au dernier scrutin européen (27,8%).
- Toutefois, l'avantage dont bénéficient les listes FN sur les listes de l'UMP ne dépasse pas 1 à 1,5 point voire 0,5 point pour la vague d'enquête du vendredi 18/4. Ce faible écart, situé dans la marge d'erreur, traduit une forte incertitude s'agissant de l'ordre d'arrivée au soir du 25 mai entre le FN et l'UMP. Notons dans le détail que ces deux formations font l'objet d'un soutien plus important auprès de segments très différenciés et conformes à leur cœur de cible : le Front National obtient des scores particulièrement élevés chez les jeunes de moins de 35 ans et les catégories populaires tandis que l'UMP surperforme chez les personnes âgées de plus de 65 ans et parmi les retraités.
- Avec 20% d'intentions de vote sur la semaine écoulée, les listes du Parti Socialistes s'avèrent devancées par les deux partis de droite et d'extrême droite et connaissent un reflux depuis la mise en place de l'Euro-Rolling (de 21% le 10/4 à 19,5% le 18/4). Cette situation reflète d'une part les grandes difficultés rencontrées par le parti désormais dirigé par Jean-Christophe Cambadélis, moins de trois semaines après la débâcle des élections municipales. D'autre part, cette troisième place susceptible d'être dévolue aux listes socialistes illustre le recul de la logique de bipolarisation au profit d'un tripartisme FN-UMP-PS.

- En dehors de ces trois formations, l'UDI-Modem constitue la seule force politique créditée d'au moins 10% d'intentions de vote. En dépit du retrait de Jean-Louis Borloo, les listes de l'Alternative se situent à un niveau déjà supérieur au score obtenu par le Modem de François Bayrou lors des dernières élections européennes (8,2%). Elles devancent également les listes des deux grands partis de gauche, en dehors du PS : le Front de Gauche comme Europe Ecologie les Verts obtenant en moyenne 8%. S'agissant du parti écologiste, ce résultat apparaît en net retrait comparé à la percée d'EELV en juin 2009 qui lui avait permis de faire jeu égal avec le PS (16,2%) : à peine un électeur écologiste sur deux du dernier scrutin européen voterait à nouveau pour ce mouvement.

2. Une abstention qui s'annonce forte dans un contexte marqué par un faible intérêt pour la campagne

- Ces premiers rapports de forces électoraux mesurés dans le cadre de l'Euro-Rolling doivent bien sûr être appréhendés avec prudence au regard, d'une part du faible niveau de cristallisation des choix électoraux. Ainsi, au cours de la semaine écoulée, 36% des électeurs exprimant une intention de vote déclarent pouvoir encore changer d'avis, avec une surreprésentation des électors du Front de Gauche, d'Europe Ecologie Les Verts et du Modem. A noter que l'indécision quant à son choix électoral a progressé d'un point chaque jour durant la semaine écoulée.
- D'autre part, l'abstention - traditionnellement très forte dans l'histoire des scrutins européens - est en mesure de largement rebattre les cartes. L'indicateur de participation se situe ce 18 avril, à cinq semaines de l'élection à 40%, très proche de la participation réellement constatée en juin 2009 (40,6%). Dans le détail, on observe sans surprise une sur-abstention auprès de segments spécifiques : les femmes, les électeurs de moins de 35 ans, les employés et les personnes peu diplômées.
- Cette faible participation est à relier au faible intérêt des Français pour la campagne des élections européennes. En effet, à peine plus d'un Français sur deux (51%) se disent intéressés par la campagne (dont 13% « très ») et 49% pas intéressés, dont 10% « pas du tout ». Ce partage de l'opinion en deux grandes catégories cache des disparités sociologiques et politiques. Sans surprise, à l'instar de ce que l'on observe dans toutes les élections, l'intérêt pour la campagne croît avec l'âge : seuls 37% des moins de 35 ans se disent ainsi intéressés, ce taux progressant jusqu'à 72% parmi les 65 ans et plus. Ce sont donc, logiquement, les catégories les plus abstentionnistes qui se déclarent les moins intéressées par la campagne. D'un point de vue politique, l'électorat socialiste (71%) semble le plus intéressé, devant ceux du Front de Gauche, de l'UDI / Modem et de l'UMP (64%), et celui du Front National (55%).

3. Partagés dans leur intérêt pour la campagne, les Français le sont aussi quant à la nature des enjeux disputés à l'occasion de ces élections.

- Une majorité (60%) voit toutefois dans les européennes l'occasion de voter sur des enjeux nationaux, 40% préférant se prononcer sur des enjeux européens. Les catégories les moins politisées et les moins participatives sont les plus nombreuses à évoquer des enjeux nationaux (67% chez les 18-24 ans), mais cette motivation reste majoritaire dans toutes les catégories sociodémographiques.
- On note par ailleurs que les électors les plus radicaux sont également les moins prompts à se prononcer sur des enjeux européens : 71% des électeurs Front de Gauche et 80% des électeurs Front National voteront ainsi en fonction d'enjeux nationaux. La proportion diminue à 59% chez les électeurs UMP, et elle n'est minoritaire que chez les soutiens d'Europe Ecologie les Verts (30%) ou du PS (44%).

4. On comprend dès lors que derrière les « enjeux nationaux » figure en réalité chez nombre d'électeurs l'envie de sanctionner le gouvernement

- C'est ce que confirment les résultats sur les motivations du vote : 48% seulement des électeurs déclarent qu'ils ne se prononceront pas en fonction de leur opinion sur l'action du président de la République et du gouvernement, alors que 37% disent qu'ils profiteront des européennes pour les sanctionner ; une faible minorité (15%) veut à cette occasion exprimer son soutien à l'exécutif. Chez les électeurs PS, cette dernière motivation concerne 57% des répondants, alors que 67% des électeurs UMP et 72% des votants FN chercheront à sanctionner François Hollande et Manuel Valls. Les électeurs du Front de Gauche sont partagés : 21% s'apprêtent à soutenir l'exécutif, 23% à le sanctionner et 56% ne se prononceront pas de ce point de vue.

5. L'attitude à l'égard de l'Union européenne est encore plus tranchée.

- Ainsi, 52% des personnes interrogées souhaitent exprimer leur désaccord sur la manière dont est dirigée l'Union européenne, 15% seulement dire à l'inverse leur accord, 33% n'ayant pas l'intention de s'exprimer sur ce sujet à l'occasion des élections. Le « vote sanction » contre l'Union européenne concernera surtout les catégories d'âge intermédiaires (56% des 35-49 ans et 62% des 50-64 ans), et l'électorat du Front National (83%). Dans une moindre mesure, 56% des électeurs Front de Gauche diront aussi leur désaccord. Les électors PS et UMP s'avèrent quant à eux partagés entre soutien, sanction et indifférence à la façon dont l'Union européenne est dirigée.